

100.000 MUTILÉS ABANDONNÉS

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-quatrième année. — N° 186

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE —
VENDREDI 17 JUIN 1949

Le numéro : 10 francs

...mais
25 GÉNÉRAUX
(de division)
pour une Division !

ORADOUR

ORADOUR, anniversaire du crime tiré des annales du crime permanent qu'est la guerre, Oradour, date sinistre dans une époque qui ne l'est pas moins, Oradour a valu aux politiciens l'exécution spectaculaire du larmoiement professionnel et aux journalistes en mal de serpent de mer, l'occasion d'exhiber des photos et de faire montre d'un sentimentalisme de mauvais aloi, qui détourne les colères de la tête des coupables sur celles des innocents.

Oradour, ce ne sont pas les petits Allemands (coupables du crime de naître) qui en subissent la honte, Oradour fruit de la guerre et banal épisode de guerre pour qui regarde la chose d'un œil militaire, Oradour ! ce sont les fauteurs de guerre qui en portent la responsabilité devant l'Histoire, qu'ils se nomment Churchill, Daladier, Staline, Paul Reynaud, Truman ou Léon Blum.

Et c'est pourquoi nous ne ferons pas chorus, comme l'Humanité, au cri de cette mère qui réclame la peine de mort contre les S.S. (odieux, certes), mais qui oublie de dénoncer les coupables plus odieux encore.

Allons ! bas le masque les larmoyeurs à tant la ligne, les ténors demi-caractère d'Opéra-Bourbon. Comment avez-vous conquis l'Algérie, s'il vous plaît, et le Tonkin, et Madagascar ?

Vous voulez commémorer Oradour ? Une petite suggestion en ce cas : arrêtez donc les incendies que vous avez allumés aux quatre coins du monde : au Viet-Nam, en Palestine, en Indonésie et en Chine, et dégraissez-vous les mains tachées du sang de vos crimes avant que de parler humanité !

Il est un point cependant qui nous permettra de faire route commune : puisque l'heure en est au rappel des massacres, nous sommes tout prêts à faire entendre notre voix pour dénoncer les Oradours indochinois, les Buchenwald africains et pour jeter à l'opinion publique le nom des nouveaux Hitler qui les ont perpétrés.



Notre enquête sur le Centre Eugène-Napoléon

LES GRANDS MUTILÉS ET L'INCURIE ADMINISTRATIVE

Incohérence, gabegie, intérêts commerciaux, pots-de-vin, voilà surtout ce qui caractérise les administrations militaires chargées de l'orthopédie

Tant que le blessé n'est pas guéri, il reçoit les soins nécessaires. Mais, dès que ses moignons sont cicatrisés, on a hâte qu'il s'en aille. Mais où ? On lui dit : « Vous êtes guéri mon ami ! » Ce qui sous-entend : Débarrassez le plancher. L'unionnisme, le cul-de-jatte, celui qui n'a plus de mains, plus de bras, devient un poids mort, un gêneur. Et pour obtenir son dû, il se heurte à d'incroyables difficultés de tous ordres, difficultés qui, bien souvent, s'avèrent insurmontables pour beaucoup. C'est pourquoi tant d'invalides, amputés doubles, sont réduits à l'état de cul-de-jatte pour le restant de leurs jours, c'est pourquoi les pilons sont la règle générale et l'appareil bien adapté l'exception.

Le peuplier affirme sans risque de démentir qu'en France, 100.000 grands mutilés sont abandonnés par l'Etat. A Paris, il n'existe qu'une façade d'organisation et en province, rien. M. Bétoulard, d'ailleurs, ne s'est-il pas dernièrement glorifié de ce que son ministère ait réalisé quelque 20 milliards d'économies ?

Economies odieuses et dont nous allons maintenant examiner rapidement les conséquences.

Lorsque l'invalidé quitte l'hôpital, il se rend d'abord au Centre d'Appareillage situé à Bercy et qui dépend du ministère des A.C. Là, on lui remet cannes et béquilles ; ces instruments sont distribués très largement ; mais pour les pilons, on est déjà plus parcimonieux et l'obtention d'appareils corrects est hérissée de difficultés.

Les employés de ce Centre, pour beaucoup d'anciens invalides de 14-18, sont très dévoués et font tout ce qu'ils peuvent. Hélas ! C'est bien insuffisant. En effet, seul un docteur spécialisé est capable de choisir l'appareil convenant à tel ou tel moignon ; à telle ou telle forme d'amputation. OR CES DOCTEURS (1) N'EXISTENT PAS. Ou plutôt, ils existent, mais réservent leur science à la clientèle payante ; quant au médecin militaire qui dirige ce centre, il fait ce qu'il peut.

Lorsque le mutilé est informé que son appareil est prêt, au bout d'un invraisemblable délai dont je parlerai plus loin, on le lui fait essayer. Le médecin est présent : « Ça va ? Parfait ». L'essai dure 2 minutes. L'affaire est dans le sac et le mutilé part... avec sa jambe sous son bras. Parce qu'il faut apprendre à marcher avec un tel appareil et encore sous réserve que les mesures aient été prises judicieusement et l'ensemble de l'appareil ordonné par un docteur spécialiste.

Les conditions requises pour appareiller les invalides n'existent donc pas : les docteurs spécialistes sont occupés ailleurs et l'unique centre de rééducation

par ERIC ALBERT

tion fonctionnelle de France, le Centre Eugène-Napoléon, officiellement fermé !

Pourtant, les grands blessés, jeunes pour la plupart, souvent mariés et ayant des enfants, ne veulent pas rester toute leur vie des infirmes. Les difficultés techniques, en orthopédie, ont toutes été vaincues, et grâce aux appareils et à un stage de rééducation, les grands blessés peuvent aujourd'hui redevenir des hommes parfaitement capables de reprendre une vie normale.

Mais là comme ailleurs, là comme partout, l'argent et son corollaire, la corruption, s'opposent ouvertement ou sourdement à la réussite de la science et de la technique misent au service des plus infortunés. Il n'y a rien, pour ainsi dire, pour les mutilés. Mieux. Décidé coûte que coûte à liquider le Centre Eugène-Napoléon, Bétoulard, l'ex-résistant... de Mont-Marsan, ayant eu vent des collectes faites dans son ministère et en particulier au Centre d'Appareillage, au profit d'Eugène-Napoléon, entra dans une vertueuse colère et menaça de sanctions toute récidive !! On croit rêver. C'est

UN MIRACLE !

Grâce à l'esprit de solidarité de tous, militants, sympathisants, lecteurs, ce numéro du « Lib » a pu encore être publié. De toutes parts les dons ont afflué, des groupes anonymes d'amis se sont constitués spontanément, et nous avons pu réaliser ce miracle : faire paraître le numéro 186 de notre cher vieux « Lib » !

Mais, pour le prochain numéro, les mêmes angoisses nous assaillent. Et il faut qu'à nouveau le miracle se réalise, il faut que tous fassent l'effort indispensable, le sacrifice fécond pour que vive le Libertaire.

Nous faisons confiance à tous les hommes libres !

Grève de la fonction publique

CHANTAGE GOUVERNEMENTAL

La presse pourrie du soir (« France-Soir » en particulier) s'est ingéniérée mercredi soir à détruire la solidarité des fonctionnaires, postiers, instituteurs, en menaçant les grévistes de lourdes sanctions.

Que les travailleurs de la Fonction Publique se rendent compte de la valeur des droits qui leur sont concédés par la Constitution !

Les droits des travailleurs s'imposent !

Il est à regretter toutefois que les syndicats aient si mal préparé leur grève et l'aient limitée à un geste de protestation.

Regrettons surtout le dégonflage lamentable de la Fédération de l'Éducation Nationale (Autonome). Il aura fallu qu'en dernière minute (le lundi 12 au soir), le Syndicat des Instituteurs de la Seine ait enfin décidé, sans réussir à entraîner la Fédération nationale de se joindre au mouvement.

Encore ce syndicat a-t-il cru bon (pour couper tout élan sans doute) de préconiser la grève... avec fonctionnement des garderies dans les écoles !

Nos amis de la C.N.T., les militants de l'École Emancipée ont, lorsqu'ils l'ont pu, entraîné leurs camarades à une véritable grève : écoles totalement fermées.

Dans les P.T.T. aussi, dans quelques centres, les initiatives des syndicalistes ont pallié à la carence des syndicats.

Malgré son peu d'ampleur, la grève aura montré au gouvernement que les travailleurs de la Fonction Publique sont encore capables de se battre.

pourtant rigoureusement exact. Mais tout cela n'est que brouillies. Nous allons voir pourquoi.

Le Centre d'Appareillage est en relation avec diverses maisons d'orthopédie, adjudicatrices pour le compte de l'Etat. Bien entendu, les prix sont calculés au plus bas et les appareils livrés bien souvent de qualité douteuse pour ne pas dire plus. De surcroît, on assiste souvent à des « erreurs » de taille ; par exemple, un amputé de la jambe gauche se voit livrer une jambe... droite. Fait authentique et qui illustre bien à lui seul l'incroyable incurie qui règne dans ces lieux !

D'autre part, les délais de livraison sont extrêmement longs. Le mutilé s'inquiète, proteste, téléphone, écrit. Rien n'y fait. Alors, très souvent, las de lutter, il se plie à la mode du jour — quand il le peut — et paye des dessous de table, parfois au contremaître du fabricant, parfois même à ce dernier. Ce marché noir inattendu et écœurant est, en fait, imposé par l'Etat à ceux qui veulent surmonter leur infortune. En effet, non seulement le prix payé est extrêmement juste, mais encore les créances sont difficilement recouvrables. Ainsi, en 1947, le ministère des A. C. devait plus de 8 millions à la seule maison Juénin qui, de ce fait, éprouvait de grosses difficultés de trésorerie.

Et voilà pourquoi ces maisons donnent tous leurs soins à la clientèle payante, la livrent rapidement et remettent tous les jours au lendemain la fabrication des appareils destinés aux militaires. Au Centre Eugène-Napoléon, un blessé de la jambe ayant subi un raccourcissement de 12 cm., attend sa chaussure orthopédique depuis plus de six mois et en est réduit aux béquilles. Et ce n'est là qu'un fait entre mille. Pourtant, à force d'insistance ou grâce à l'argument monétaire, les mutilés obtiennent satisfaction. Mais bien souvent, l'appareil est inutilisable et, s'il l'est, on n'insistera jamais assez à ce sujet, il n'y a pas de centre où ils puissent apprendre à s'en servir !

Si la situation des mutilés des membres inférieurs est rendue tragique à cause du comportement de l'Etat à leur égard, celle des mutilés des membres supérieurs est désespérée.

L'orthopédie française, en ce qui concerne les bras et surtout les mains, depuis 1918, est restée stationnaire. L'invalidé n'a le choix qu'entre le crochet et la main en bois inarticulée et extrêmement fragile.

Par contre, en Angleterre, on a fait d'extraordinaires progrès. En pleine guerre, les études et essais furent poussés à fond ; on organisa, aux environs

(Suite page 2)

Les Crédits Militaires

Ce mois-ci chaque Français paiera 1.000 fr. pour la guerre

Sous couvert de Défense Nationale, on entretient une armée ridicule et ruineuse aux seules fins de défendre l'Etat, de conserver les privilèges et de perpétuer le brigandage colonial.

POUR les vieux soudards hantés par les « gloires » de Verdun et de la Somme, pour les imbéciles groupés autour de de Gaulle et les arrivistes qui peuplent le Ministère de la Guerre, il devient de plus en plus malaisé de faire admettre la présence ruineuse d'une chétive armée, « l'ennemi héréditaire » n'existant plus.

par Jean CLARI

relègue la reconstruction aux calendes grecques.

Ne pouvant décemment arguer du « danger allemand », le gouvernement, suivi par sa majorité, a implicitement avoué sa sujétion totale aux U.S.A.

Le débat d'un bout à l'autre, a été dominé par le souci de recevoir armes et matériel d'Amérique et de découvrir le prétexte à la course aux armements.

Le danger maintenant est à l'Est « ... aussi loin que possible de nos frontières », ainsi que le dit Ramadier. On insiste, on monte en épingle de nouvelles possibilités d'invasion, on cherche à donner l'impression que la guerre est imminente, et la Défense Nationale un devoir sacré. Et c'est à qui fera assaut de surenchère. Un certain Dupont (P.R.L.) accuse Ramadier d'être « pacifiste », et ce dernier se cabre sous « l'insulte ». Montel, du même parti, exige une aviation puissante car dit-il « ... Nous sommes des alliés, non des inférieurs (sic) ». Anxionnaz (rad.-soc.) nous apprend que la France se trouve à l'avant-garde du « ... combat pour la liberté et qu'en Indochine

nous luttons pour une cause juste... ». Mais la palme revient à Ramadier qui, parlant au sujet du Pacte de Bruxelles déclare : « ... Il faut prendre des décisions quant à la zone où serait LIVRÉE LA BATAILLE DECISIVE... ». Puis cette anerie monumentale : « ... sans finances saines il n'y a pas de défense nationale possible... ». Mais Ramadier n'est pas à une incohérence près et n'hésite pas à prendre l'effet pour la cause lorsqu'il s'agit d'aussi graves questions !

Le seul qui ait osé dévoiler la véritable mission de l'armée est Pierre Cot. Il s'est élevé contre la sujétion américaine et, aux APPLAUDISSEMENTS DES STALINIENS, a réclamé une armée strictement nationale en omettant toutefois d'en préciser l'objet.

Cet objet nous le connaissons : c'est la défense de l'Etat, des privilèges, et le maintien de l'exploitation coloniale.

Là est la vérité. Tout le reste n'est que façade et hypocrisie. Car il n'y a pas un seul homme raisonnable qui puisse croire un seul instant que la France soit en état d'opposer à l'U.R.S.S. une résistance sérieuse. Qu'éclate la guerre, et il ne peut s'agir que d'une guerre entre l'Amérique et la Russie, et les divisions blindées de Staline, en 8 jours seront à Biarritz.

Et ce n'est pas avec une aviation ridiculement chétive et périmée que l'on pourrait retarder un tant soit peu le « rusch » de quelque 150 divisions motorisées !

La France ne joue plus aucun rôle déterminant dans le monde.

Seule, sa position géographique a de la valeur et la destinée peut-être à être un champ de bataille.

Qu'elle se tourne vers l'U.R.S.S., qu'elle se tourne vers les U.S.A. ou bien qu'elle choisisse la stricte neutralité ne changera rien à cela.

Et pour qu'elle puisse avoir du poids dans la conjoncture internationale, il faudrait que l'Amérique lui fournisse un armement comparable à celui de la Russie.

Et on sait très bien que, pour de multiples raisons, une telle éventualité est totalement exclue du domaine des possibilités.

Le prétexte invoqué pour justifier la course aux armements est donc faux. L'Allemagne est anéantie et la Russie ne menace pas la France. Elle menace l'Europe tout entière que lui dispute les U.S.A.

Les deux impérialismes, de l'Est et de l'Ouest développent leur antagonisme à l'échelle planétaire, et l'Europe, après avoir commandé le monde, devient un simple enjeu et les gouvernants de simples satrapes.

GALA ARTISTIQUE DE LA RÉGION PARISIENNE

Au profit de sa Caisse d'Entraide
SAMEDI 18 JUIN, A 20 HEURES PRÉCISES
Salle Susset — Quai de Valmy, n° 206

UN MAGNIFIQUE PROGRAMME !

Charles BERNARD, Raymond BUSSIÈRES, Léo CAMPION, Paulette CHARDIN, Raymonde DELCAMBE, Léo FERRE, GABRIELLO, Jane GARDON, Gaston GASSY, Jacques GRELO, Léo NOEL, Michel RENAULT, REVELE, Cora VAUCAIRE, Yann BRIEUX...

...DES ÉTOILES DE LA DANSE

Après le concert, grand bal de nuit avec un orchestre réputé.

PRENDRE LES CARTES D'ENTRÉE AU « LIBERTAIRE », 145, QUAI DE VALMY

LES REFLEXES DU PASSANT



La cuisse du Général

et terribles et qui ne peuvent être communi-
qués aux communs des mortels.
Et tous P.C.D.F. (1) en sont encore à
se demander pourquoi le capitaine a
droit à 15 ou 20 rations et le simple
2° classe à une seule? Mais, je viens de
vous le dire : mystère et hiérarchie.
Ces questions sont affarées des
« grands » hommes, des de Gaulle,
Thorez, Staline et Cie qui, en leurs pa-
lais, œuvrent pour le bien des peuples.
Mais les P.C.D.F. sont des petits
obstinés et voudraient tout de même
qu'on leur explique autre chose : pour-
quoi une cuisse de général vaut-elle
plus cher qu'une cuisse de vulgaire
biffin? En effet, le premier perçoit,
en plus de sa pension, 84.500 francs
par an, le second... rien. Qu'est-ce à
dire? Il y aurait-il une hiérarchie bio-
logique?
Mais alors, on comprend de moins
en moins. Ou plutôt de mieux en
mieux.
Parce que maintenant nous sommes
en pleine boueherie. Il ne s'agit plus
de déterminer la valeur des deux
cuissees données.
Alors, soyons sérieux, et faisons ap-
pel aux spécialistes, aux bouchers. Pas
ceux de l'Ecole Militaire. Ceux des
abattoirs. Ils s'y connaissent fort bien
et accordent toujours un bien plus
grande valeur aux moutons qu'aux
vieilles vaches.
*
P.-S. : A la demande de ses nom-
breux clients, P. Reynaud, Carroulé,
Nocher, les recteurs de Strasbourg,
etc., le Passant sort de l'anonymat. Il
signera désormais :
OLIVE.
(1) Pauvres cons du front.

Schisme Stalinien

M OINS important que celui de Tito,
mais pouvant revêtir une cer-
taine importance sur le plan na-
tional, un nouveau craquement
vient de se produire dans l'Eglise com-
muniste.
Un vieux militant communiste, Louis
Prot, député de la Somme, maire de la
commune « cheminoise » de Longueau,
vient de quitter le parti, non sans cla-
quer vigoureusement la porte derrière
lui.
Nous nous contenterons aujourd'hui
de présenter objectivement les faits,
nous réservant de revenir ultérieure-
ment sur les incidences et les dessous
de cette affaire.
Louis Prot a soixante ans. Maire de
Longueau depuis une vingtaine d'années,
bon administrateur, déporté en Algérie
en 1939, il apparaît comme un militant
probe, courageux, demeuré fidèle au
parti à travers tous ses vicissitudes. Pour-
tant, il est bienôt considéré comme
suspect par les pontifes. Parce que
Louis Prot a un franc-parler et un lan-
gage rude dont s'accroissent fort mal
les « chefs bien-aimés » du prolétariat.
Et, depuis la libération, ce langage
devient de plus en plus âpre, de plus
en plus cassant.
Les raisons? D'abord, Louis Prot a
eu connaissance de certains faits qui
révoltent sa conscience de militant. Il se
tait pourtant.
Ensuite de jeunes arrivistes, en par-
ticulier René Lamps, ex-instituteur, dé-
puté de la Somme, membre du Comité
Central, s'agitent autour de lui, impa-
tients de « débarquer » le vieux dont la
popularité et le caractère trop entier
leur portent ombrage.
Prot patiente encore. Mais une goutte
d'eau fait déborder le vase. A la mairie
de Longueau, il a par adjointe la camé-
rade Boulanger. Celle-ci est exclue du
parti. Son mari rédige aussitôt une let-
tre de démission conçue en termes hu-
moristiques : « ...Attendez que ma fem-
me a été exclue du parti. Attendez
qu'ayant à choisir entre ma femme et le
parti, je choisis ma femme... etc... »
Prot comprend alors qu'on épure au-
tour de lui ses amis pour mieux le frap-
per et que son tour va venir. Rompant
alors avec la tradition des « aveux
spontanés », refusant de s'immoler sur
l'autel du parti, il rejoint la cohorte des
« rats visqueux » et adresse sa démis-
sion à Maurice Thorez.
L'affaire devient publique. Les diri-
geants stalinien, mal à l'aise, tentent
de ramener à une plus saine compréhension
de l'évangile marxiste-léniniste cette
brebis égarée. Thorez adresse une let-
tre personnelle à l'hérétique. Mais celui-
ci s'est déjà trop engagé pour reculer.
Il va répondre à Thorez au cours d'une
réunion publique tenue à Longueau, de-
vant quinze cents de ses électeurs qui
l'accablent, l'approuvent et menacent
de faire un mauvais parti à une poignée
de stalinien orthodoxes venus apporter
la contradiction.
Au cours de cette réunion, non seule-
ment il se défend, mais il attaque, révé-
lant publiquement et étalant au grand
jour la pourriture du « grand parti ».
Il accuse les dirigeants locaux de la
Fédération communiste de la Somme :
1° D'avoir volontairement incendié,
l'hiver dernier, le siège de la Fédéra-
tion, parce qu'il lui était demandé des
justifications devant des dépenses que ses diri-
geants ne pouvaient fournir, pour faire
disparaître certains dossiers qui étaient
truqués et certaines pièces établissant
la corruption de certains militants lo-
caux.
2° De détournement de fonds commis
par un homme politique d'Amiens.
3° De prévarications exercées par
l'adjoint communiste de la mairie
d'Amiens. Celui-ci aurait en effet pro-
fité de ses fonctions pour faire « chan-
ter » les sans abris à la recherche d'un
logement.
4° De collaboration avec les fascistes.
Entre autres documents, Prot exhibe
une photo représentant la fille d'un
conseiller général communiste sur les
genoux d'un soldat allemand.
5° Enfin, accusation plus grave, de
pillage et d'assassinat. En 1944, des ré-
sistants communistes attaquent la Ban-
que de France et s'emparent d'une tren-

taine de millions dont six disparaissent.
Selon Prot, ni le parti, ni les organisa-
tions de résistance n'auraient vu le
moindre centime de cette dernière
somme que se seraient partagées les
agresseurs. Mieux : l'un de ceux-ci
qui s'opposait au partage personnel au-
rait été abattu par ses complices et sa
mort attribuée aux Allemands !
Sans compter une affaire d'excitation
de mineurs à la débauche et d'attentat à
la pudeur commis sur une jeune domes-
tique de l'Assistance Publique, et qui
aurait été ensuite jetée à la rue, par un
couple de Longueau dont la femme est
membre du Bureau Fédéral !
Ces faits ont été révélés publique-
ment par Louis Prot. Cela suppose un
certain courage, car on n'aime pas les
bavards au grand parti. Prot le sait. Dans
sa harangue, il s'est écrié : « J'ai été
trop longtemps au parti pour ignorer
qu'on y liquide, et comment ! On y li-
quide les réfractaires qui ne veulent
pas jouer le rôle de goulottes par per-
susion... Mais il a ajouté : « Laissez-
moi vous dire que, cette fois, vous avez
affaire à des hommes qui connaissent
mieux que vous la musique ! Essayez
de nous toucher et vous verrez ce que
donnera le contact ! Si vous comptez
sur la menace et l'action directe, al-
lez-y ! Mais prenez garde au choc en
retour ! »
Nous nous garderons bien de prendre
position dans ce déballe de linges sales.
Nous n'avons pas attendu ces révéla-
tions pour être fixés sur les turpitudes
du P.C.F. Et si nous reconnaissons un
certain courage au député de la Somme
pour avoir osé étaler en plein jour les
sales petites combines du grand parti,
nous remarquons seulement que Louis
Prot les a, pendant plusieurs années,
couvertes de son silence.
Et nous laisserons aux lecteurs le soin
de conclure.
FAYOLLE.

MUTILÉS Pratique ouvrière efficace

par DAMASKI

(Suite de la première page)
de Londres, le centre modèle de
Roemphoton qui fonctionne toujours,
immense bâtiment où tous les services
sont groupés. Soins médicaux, rééducations
fonctionnelles et professionnelles,
psychotechnique, etc., trouvent place au
sein de cette organisation modèle, et le
blessé qui y est admis, en sort nanti
d'appareils parfaitement adaptés et
d'un nouveau métier. (Il ne faut pas ou-
blier que 90 % des invalides se voient
obligés d'abandonner leur ancienne pro-
fession.)
Conscients de notre infériorité tech-
nique concernant l'orthopédie des bras
et des mains, les gouvernements en 1945
et 1946 — à cette époque, Casanova
était, si je ne m'abuse, Ministre des
A.C. — envoyèrent à Londres plusieurs
délégations de spécialistes et aussi des
mutilés pour enquêter à ce sujet. Leur
rapport fut concluant. L'Angleterre of-
frait alors de fournir à la France les
appareils qui nous manquent et on dé-
cida, en attendant la conclusion des
pourparlers, d'y envoyer une dizaine de
mutilés aux fins d'appareillage.
Un mois après leur arrivée au Centre
de Roemphoton, alors que déjà leurs em-
preintes étaient prises et les mains li-
vrables sous peu, ils furent rapatriés
sans explication... et sans mains.
Et le silence se fit autour de cette
affaire « mystérieuse ». L'intérêt com-
mercial l'exigeant, les mutilés français
doivent se contenter de crochets. Au
cours de mon enquête, j'ai eu l'occa-
sion de parler avec un mutilé des deux
mains qui a pu se faire appareiller en
Angleterre, mais naturellement à ses
frais et à la suite d'invalissables dé-
marches.
Or ce mutilé écrit, se rase, ramasse
une épingle, s'habille et se déshabille,
bref n'a besoin de personne grâce aux
mains articulées anglaises que l'on ne
veut pas importer en France, les mai-
sons orthopédiques ayant sans doute de
puissantes relations au Palais-Bourbon !
Et c'est en vain qu'une grosse mai-
son anglaise ayant, rien qu'en Angle-
terre 15 succursales, demande depuis
trois ans l'autorisation de monter une
usine en France !
Ainsi, autour des mutilés fleurissent
pots-de-vin, corruption, combines et
appétits commerciaux ; et ceux-là même
dont le rôle principal est d'envoyer la
fleur de la jeunesse aux boucheries
bien françaises, se sont consciemment
ou non les auxiliaires et les défenseurs
de profiteurs qui s'enrichissent de la mi-
sère physique des invalides.
Je ne voudrais pas terminer cet ar-
ticle sans m'adresser au Casanova, au
Teigen, au Bétolaud et aussi à l'U.F.
A.C. Allons, Messieurs, un peu de cou-
rage ! dites-nous ce qu'il s'est passé en
Angleterre au sujet des mains articulées.
Tant que vous vous taisez, tout le mor-
de sera en droit d'affirmer que vous
avez couvert la plus abominable des
crapuleries.
(1) En 1947, au Centre Eugène-Napoléon,
un lieutenant-médecin, M. Ruez, grand
blessé, voulut prendre en main l'appareille-
ment. Il se heurta alors à l'imbécillité d'un vieux
soudard, le général-médecin Imbert, qui
s'opposa à toute « variante ». M. Ruez
a dû abandonner sa généreuse initiative.

EN une courte note parue dans
« Etudes Matérialistes » de mai
1949, le camarade J. Péra pose les
données d'un problème de fond, du
seul problème qui pourrait, en effet,
s'efforcer de résoudre la classe ouvrière
si elle conserve quelque espoir et quel-
que confiance en une mission qui, pour
ne pas être historique, peut cependant être
remplie.
Il s'agit à la fois de nourrir une théorie
du progrès du prolétariat et, de façon im-
médiante, de rénover la pratique ouvrière,
les anciennes méthodes inventées en pé-
riode de stabilité monétaire et destinées
presque uniquement à arracher des aug-
mentations de salaires s'avèrent ineffica-
ces.
Péra termine de façon pessimiste — ce
qui pour nous est un signe de santé in-
tellectuelle — en écrivant :
« Certains ont parlé de grève gestion-
naire, prouvant au moins qu'ils ont com-
pris qu'il faut une forme de combat nou-
velle... »
« Mais on voit mal une gestion ou-
vrière s'arrêter pour la raison que le pa-
tron aurait accordé quelques avantages... »
« Une gestion ouvrière ne peut pas être
temporaire. On ne pourrait donc parler
d'expropriation gestionnaire... »
« Et il est très curieux que les ouvriers
n'en parlent pas... »
C'est nettement pas en un rapide
autisme du « Lib » que nous nous étu-
dier la question et tenter d'apporter une
réponse — et un remède — à la maladie
dont souffre le mouvement ouvrier.
Nous pouvons cependant mettre le doigt
sur le facteur essentiel qui nous semble
entraîner l'incapacité — et non la capacité
— du prolétariat. C'est à notre avis le
passage massif de l'intelligentsia (mili-
tants, cadres appareils) ouvrière, qu'elle
soit formée dans les partis ou dans les
syndicats, dans le camp de la classe moun-
tante des gestionnaires.
Ce passage se fait sous des formes très
variées. Pour les uns, il s'agit de substi-
tuer à l'Etat actuel un parti-Etat neuf, dy-
namique, qui redonnerait vie et cohésion
aux activités économiques et reformerait
suivant un plan rationnel l'ordre social.
Pour d'autres, il s'agit de remplacer les
patrons individualistes par de solides brain
trusts de techniciens. Il en est — ils sont
bien plus nombreux qu'on n'ose l'imagi-
ner — qui ont compris qu'ils représen-
tent une force sociale, essentielle dans la
période de crise sociale que nous vivons ;
interprètes théoriques, mais très, très
souvent aussi maîtres, du mouvement ou-
vrière, capables de s'adapter à tout nou-
veau régime qui ferait une place au pro-
létariat dans les textes, et donnerait des
fonctions importantes à ceux qui repré-
sentent ce prolétariat.
L'évolution de la technique de produc-
tion, multipliant les spécialisations sépa-
rées, a en plus le bêtise de servir d'abouti
à la création d'une classe de manœuvres,
pour laquelle les ouvriers quali-
fiés, socialement évolués, les militants eux-
mêmes, n'ont que peu de considération.
Il serait facile d'illustrer ces constata-
tions générales d'exemples nombreux.
Mais à lire une brochure de propagande
éditée par la C.G.T. il y a cinquante ans
et la comparer avec les brochures diffu-
sées par les centrales actuelles, on com-
prend aussitôt que la nature même, la
mentalité, des propagandistes syndicalistes
s'est transformée du tout au tout.
Les fondements théoriques du progrès tech-
nique qui a été à la base de nos embreuses
théories socialistes — chez les marxistes
toujours, chez les libéraux souvent —
aboutit au sacrifice de la classe ouvrière en
faveur des exigences d'une technique de
plus en plus poussée, et échappant de
plus en plus au plus grand nombre.
C'est là qu'il existe des réactions au sein de
la classe ouvrière, et ailleurs.
Quand est né le courant, dans les com-
ités d'entreprises, d'intérêt pour les
comptabilités patronales, il y avait la ma-
nifestation spontanée d'un besoin général
de résister aux éléments d'une situa-
tion de la compréhension et de la domination.
Quand, dans les milieux chrétiens sur-
tout, ont surgi les tentatives communau-
taires, de création de petites unités d'éco-
nomie productrice, c'était également
l'expression d'une volonté de retrouver ra-
menés les problèmes économiques à me-
sure d'homme.
La où le mécanisme de gestion de-
meurait relativement simple, les forces

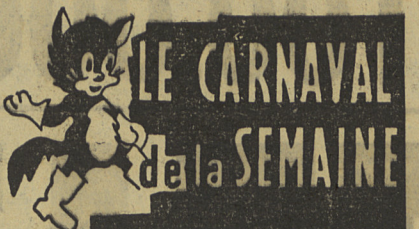
du syndicalisme autonome et volontaire
se sont maintenues ; chez les postiers,
par exemple.
Et l'idée même de grève gestionnaire
prouve que des fractions du prolétariat
au moins ne perdent pas l'audace ni
l'espoir.
Sans doute, mener semblable mouve-
ment pour arracher une augmentation
de salaires peut faire apparaître la dis-
proportion entre moyen et but. Mais le
propre du mouvement ouvrier, c'est pré-
cisément d'apprendre en marchant et de
faire surgir les théories de la pratique.
Quand, pour reprendre l'exemple des
travailleurs des P.T.T. ou celui des em-
ployés des hôpitaux, des services publics
auront fonctionné pendant 24 heures ou
une semaine, et rempli leur rôle social,
sous la seule conduite des salariés, et
sans contrainte hiérarchique ou bureau-
cratie paralysante, une immense expé-
rience, riche en répercussions, féconde
en idées-forces, entrera dans l'histoire
ouvrière. L'expropriation apparaîtra pos-
sible, pratique, économique et — surtout
— réalisable par les travailleurs eux-
mêmes.
Lancée il y a deux ans à peine, l'idée
de la grève gestionnaire a fait son
bonhomme de chemin.
De même que sur le plan de la dis-
tribution, le principe du circuit direct a
progressé, dans les cerveaux comme dans
les faits.
Il s'agit pour les militants, qui ne veu-
lent pas trahir leur classe, de choisir en-
tre les méthodes qui renforcent les
lourds appareils d'Etat, de parti ou de
syndicat, et par là même qui accentuent
la division au sein de la classe ouvrière
en reléguant la division du travail dans
la production, et les méthodes qui ren-
dent, dans tous les domaines, l'initiative
aux producteurs salariés.
Il s'agit en bref de savoir si les mi-
litaires ouvriers seront au service du pro-
létariat ou se serviront de ce dernier
pour se hisser parmi les bénéficiaires de
l'exploitation nouvelle qui s'organise
sous nos yeux.
S. PARANE.

Echos... sans commentaires

Poings fermés et poches
ouvertes (suite)
L'aide américaine aux puissances
« démocratiques » depuis la fin
de la guerre se traduit ainsi (en
millions de dollars) :
Grande-Bretagne 6.337
France 4.337
Allemagne 2.534
Italie 1.924
Pays-Bas 1.253
Grèce 994
Autriche 675
Belgique-Luxembourg 344
Danemark 207
Norvège 190
Turquie 105
Finlande 103
Irlande 83
Trieste 37
Suede 22
Islande 2
Total 19.152 millions de dollars.
Mais elle a joué également pour
les Etats totalitaires. Voici ce
qu'ont touché des U.S.A. les pays
de « derrière le rideau de fer » :
U. R. S. S. 462
Pologne 439
Yougoslavie 299
Tchécoslovaquie 219
Albanie 20
Hongrie 18
Total 1.457 millions de dollars.
Qu'en pensent les nationaux-
communistes hurlant après le plan
Marshall et le reste ?... F1, toucher
de l'or capitaliste !
U.S.A.
Aux U.S.A. après déductions
pour intérêts et fermages le béné-
fice net des chemins de fer de pre-
mière catégorie s'élève à 40.000.000
de dollars en avril 1949 contre
27.500.000 en avril 1948.

LISTE DE SOUSCRIPTIONS

DU 1^{er} AU 10 JUIN
Twenty, 200; Descamps, 100; Gpe de Lille
Laureys, 700; Pautre, 100; Gpe Marseille-
Saint-Antoine, 1.000; Gpe Istres, 1.500; Le-
dran, 115; Dugne, 520; Paris, 50; Belper-
ron, 200; Marseille Gpe Centre, 2.000; Le
Bouillie, 200; Borsol, 50; Le Lam, 100;
Sarran, 700; Jo la Gane, 200; Blanchard,
200; Chont-Lachont, 100; Gil, 500; A. bas
Vardes, Thonon, 2.000; Sa. compagne,
1.000; Richard J., 200; Ducros, 100; Ber-
ranger, 160; Urban, 250; Delormes, 100;
Dr Tubé, 5.000; Malot, 100; Le Lay, 100;
Artiney, Lyon 300; Guss, 100; Rainald,
165; Crinier, 100; X.X.X., 20; Ader, 60;
Meriaux, 100; Maurice, 80; Bournez,
100; Gpe Paris-Ouest, 6.000; Dubedat,
2.000; A. et C., 1.500; Deuil, 30; Urra-
novitch, 20; Manuel, 50; Rivet, 170; Le-
brun, 140; Chaillet, 30; Parane, 500;
Cours, 110; Hissat, 70; Blasewich,
100; Anonyme, 100; Dettin, 100; Le-
chantre, IX, 100; William IX, 50; Ven-
dure, IX, 50; Un Brestois, 215; Gpe Pa-
ris XIV, 500; Denis, 200; Glin, 200;
Meaume, 100; Cavallina, 200; X.X., 21;
X., 25; F. Minoz, 50; Le Temple, 500;
Chaillet, 200; Lemoine, 50; X.X., 60; Sau-
nier, 100; Maira, 150; Saulnier, 30; Sigel,
100; Gpe S.A.D.L.B., 1.500; Blanchard, 50;
Gil, 100; Dumont, 200; Alta, 130; Gisté
et Lina, 1.000; Un symp. Paris V, 100;
Betsenbas, 300; Roover, 200; Fonquet,
200; Carrière, 500; Landry, 400; Henry,
500; Ribera, 100; Denis Jm., 300; P.-V.
Berthier, 25; Nolleau, 100; Lavorel, Gpe
Vaise, 500; Puch, 150; Grandet, Marseille,
Gpe Centre, 2.250; Laufer, 2.000; Chapa-
lain, 30; F. Robert, 1.000; Collet, 500;
Troestler, 60; Boudoul, 60; X.X., 200.
Total de cette liste : 40.682 francs.
REDACTION-ADMINISTRATION
Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy
Paris-10^e C.O.P. 5561-76
FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.
Four chèque d'adresse, joindre
20 francs et la dernière d'envoi.



PERCYFLAGE
Les cheminots et les dockers an-
glais se sont mis en grève et il y a
eu du tirage au Congrès des Travail-
listes à Blackpool.
Percy Daines, député, trouva que
« le parti devenait trop respectable »
et qu'il fallait que les ministres qu'il
qualifia de « premières chanteuses
d'opéra », retournent « aux coins des
rues, aux portes des usines ».
Dans le LIB nous n'avons jamais
dit autre chose que ce n'est d'envoyer
aux usines également le corps de bal-
let des députés.

VATICANISME
Rita Hayworth est catholique et le
Pape n'est pas content. Quoi de
moins catholique qu'un mariage civil
avec un infidèle mahométan ?
Mais Sa Sainteté serait décidée à
faire preuve d'indulgence : « Bien
que conçus dans le péché, les enfants
de la princesse Rita seront baptisés
conformément aux rites de l'Eglise...
Mais la faute de leur mère catholique
n'en sera pas effacée pour autant... »
Le gros péché de la princesse pour-
ra sans doute s'effacer d'un petit
coup d'éponge sur... la fortune d'Ali
Khan. Quelques bonnes œuvres...
quelques pécuniaires...

MONDANITES
A Cannes, la firme Shell a amé-
né une station de nettoyage d'auto-
mobiles. Les voitures seront lavées et
séchées à la chaîne en quelques minu-
tes.
Le parrain de l'installation est M.
Rosenberg dont l'auto a été lavée au
champagne.
Le Chat Botté pense qu'il y a des
coups de bottes dans le pont arrière
qui se perdent.

UNE INTERNATIONALE
QUI MARCHE
Georges Villiers est président du
Conseil national du patronat français
(C.N.P.F.).
Le C.N.P.F. est prêt, a dit son
président, à tendre la main au pa-
tron allemand car les relations éco-
nomiques sont à la base des relations
politiques et de l'unité à venir.
— A croire que le C.N.P.F. tout
entier est plongé dans Karl Marx !
Quant aux zones des syndicats, ils
n'en sont encore qu'à Paul Déroulède
et Jeanne d'Arc !

FROMAGES
Après prélèvement de 750 millions
de provision pour fluctuation des
cours et de « dotation pour appro-
visionnement technique », les résul-
tats de l'exercice 1948 de la Géné-
rale des Huiles et Pétrole font res-
sortir un bénéfice net de 259 mil-
lions 832.000 fr. contre 148 mil-
lions 174.893 fr. en 1947.
Les comptes des Etablissements
Nicolas font apparaître un bénéfice
net de 46.424.055 fr. contre 25 mil-
lions 991.121 fr.
— Nous ne savons pas encore si le
Conseil d'Administration de la Géné-
rale des Huiles et Pétrole et M. Ni-
colas ont passé leurs voitures au
champagne !
LE CHAT BOTTE.

L'ESCROQUERIE du Scoutisme

Il est nécessaire de prendre position
par rapport au scoutisme, lequel ne
jouit encore que de trop de sym-
pathies. On vante le scoutisme en in-
voquant la vie au grand air, la camé-
raderie, l'éducation morale. Mais, en re-
vanche de ceci qui incite la plupart des
gens à ne pas critiquer l'ensemble, il y
a, à notre point de vue, tout un bae
d'attitudes et de principes qui est fran-
chement mauvaise. Ce qui nous autorise
à employer le mot d'escroquerie : sans
prétendre de faire un peu de bien, on fait
beaucoup de mal. Voici nos griefs :
1° Patriotisme : La vie du scout est
jaillonnée par des actes « officiels » :
serments sur le drapeau, louange des
meurtriers célèbres, de Du Guesclin aux
généraux de service, défilés patriotiques.
Bref, mourir pour la patrie est un sort
digne d'envie et faire du scoutisme est
s'y préparer.
2° Piété religieuse : On fait croire
aux gosses que le fait d'être heureux
ensemble a une origine surnaturelle.
D'où pour remonter le bon Dieu, sta-
tions à l'église, extases devant Jeanne
d'Arc et mépris de la vie, lâcheté.
3° Hiérarchie : On constate une psy-
chologie du chef-qui-a-de-beaux-insignes, une
idolâtrie des commissaires (sic) nationaux.
La conséquence en est, d'une part, mor-
gue des chefs à tous les degrés, d'au-
tre part, uniformisation de la base, se-
crète de toute initiative. Il s'agit d'obéir...
aux insignes.
En conclusion, le scoutisme ne vaut
pas grand-chose. A nous de prendre
soin de nos enfants en les laissant se
développer sagement. Pour cela, il
s'agit de les préserver des influences
anti-naturelles, issues de notre système
social pourri. C'est un devoir pour les
anarchistes, ils y pensent...
Charles DEVANÇON.

Note. — Il est bien évident que cet
article ne vise que le scoutisme propre-
ment dit et nullement les « Amis de
l'Enfance Ouvrière ». Nous savons aussi
qu'une évolution dans le sens de l'édu-
cation libertaire se produit chez les
Eclaireurs de France, en particulier
chez les Routiers et grâce aux initiati-
ves de la base (pas toujours approuvées
par les chefs !). Mais peut-on dire que
c'est encore du scoutisme ?

FEDERATION ANARCHISTE

145, quai de Valmy. Permanence de 9 h. à 12 h. et de 14 à 19 heures

La Vie des Groupes
8^e REGION
A l'issue du congrès régional du 22 mai
la nouvelle C.A. a été désignée. Elle est
composée des camarades Ladet, secrétaire
régional ; Groil, trésorier ; Guillot, délé-
gué à la propagande ; Novéro, Lavorel, Du-
bois Masneuf et Tardif.
Toute la correspondance concernant la
région doit être adressée à Ladet Jean,
Saint-Jean-la-Bussière (Rhône). Pour la tré-
sorerie écrire à Groil Louis, 85, rue Béche-
velin, Lyon (7^e). Ce camarade fera con-
naître ultérieurement son numéro de compte
chèque postal.
Lyon-Centre. — Permanence tous les sa-
medis, Café Bon Accueil, 71, rue de Bon-
nel, de 16 à 19 heures.
*
10^e REGION
Mazamet, Castres et environs. — Tous
renseignements à F. Dumas, 2, rue du
Moulin, à Mazamet, Tarn.
*
12^e REGION
Marseille. — Le groupe du Centre se
réunit tous les mardis à 19 heures au local
habituel, présence très nécessaire de tous.
*
TOULON
Ne recevant aucune réponse de Diné et
Raffin, le Comité Régional invite un ca-
marade de Toulon autre que Diné et Raf-
fin à se mettre en rapport avec le Secré-
taire Régional Carlos Fallout, 12, rue Ol-
ive-Samant, Marseille (7^e). Pour commu-
nication importante aux compagnons de Tou-
lon.
*
13^e REGION (F.A.)
Alger. — Permanence tous les dimanches
de 10 h. à 12 h. Bar « la Cigogne », arrêt
Nelson. Tous renseignements écrire à Dou-
khan, 6, rue du Roussillon, Alger.
*
SUB
Assemblée générale le dimanche 19 juin,
à 9 heures, « Choepe du Combat », place du
Combat, angle de la rue de Meaux, mé-
tro Fabien.

Réunions Publiques et Contradictaires

PARIS-5^e
Groupe Sacco et Vanzetti
Palais de la Mutualité
rue Saint-Victor
(Métro : Maubert, Mutualité)
pour la salle, consulter le panneau
d'affichage
Le vendredi 17 juin 1949
à 20 h. 45
LE VIEILLISSEMENT
DU SYNDICALISME
par Maurice JOYEUX
*
MONTREUIL
Mercredi 22 juin, 20 h. 45
Salle du Grand Cerf
171, rue de Paris
LA SITUATION
ECONOMIQUE
ACTUELLE
ET L'ECONOMIE
DISTRIBUTIVE
Orateur :
R. KOENIG
*
BRUXELLES
PAX
QUINZAINE DE LA PAIX
du 11 au 26 juin 1949,
Maison de la Paix, 16, Grand-Place
Exposition. Conférences
*
Conférences-Débats
GROUPE LOUISE-MICHEL (18^e).
— Jeudi 23 juin 1949, à 20 h. 30,
20, rue Léon (Olympie), sous-sol.
Orateur : Revèle.

CULTURE ET RÉVOLUTION

LES LIVRES

Principes du Fédéralisme

de Robert ARON et Alexandre MARC

ROBERT ARON et ALEXANDRE MARC ont écrit dans ce livre des pages, des chapitres même, que le *Libertaire* se serait honoré de publier. C'est très intelligemment qu'ils nous parlent des « oscillations » de Marx puis qu'ils critiquent sa dialectique « de mort » en lui opposant la vivante dialectique de Proudhon. Les critiques qu'ils portent contre l'Etat, le totalitarisme (en s'appuyant sur Proudhon), les pseudo-démocraties, sont les nôtres. Egalement leur opinion, selon laquelle l'histoire n'est pas une voie à sens unique, un ensemble de fatalités. Leur conclusion ne peut que nous agréer : hors du Fédéralisme, pas de salut, pas de solutions aux problèmes politiques, économiques, nationaux et mondiaux.

Nos lecteurs pourraient se demander pourquoi MM. Aron et Marc ne se déclarent point anarchistes et ne mènent pas notre combat.

C'est qu'à côté des affirmations qui sont communes à ces fédéralistes et à notre mouvement, il y a des divergences importantes en qualité sinon en nombre.

*

Signaux, en passant, quelques propos discutables. Page 10, on distingue « l'anarchisme avec Bakounine ou Blanqui » et « l'hégélianisme avec... Proudhon et Marx ».

Voici donc Blanqui qui nous est très gratuitement octroyé et Proudhon qui nous est retiré... grâce à la symétrie de la phrase sans doute. Mais si Proudhon était hégélien, Bakounine (au moins un temps) le fut bien plus !

On laisse entendre aussi que Proudhon ne connaît pas bien Hegel, ou très indirectement, car... il ne savait pas l'allemand !

A la page suivante, quatre affirmations surprenantes autant qu'incongrues, en une seule phrase :

« Ce fut autour de Georges Sorel, avec tous les militants et les penseurs du syndicalisme révolutionnaire, l'essai de réconcilier marxistes et proudhoniens sous l'autorité de Bergson. »

Enfin, page 90, au sujet d'une forme de la réaction « compréhensible mais naïve » contre l'attitude totalitaire, il est écrit :

« Ils ont voulu, sur le terrain de la production, revenir à l'âge des métiers à main et du rouet. Ils ont, sur le terrain du gouvernement, préconisé l'anarchie. Et c'est en particulier ce qu'ont fait les fédéralistes nés de la Commune de Paris. »

*

Ah ! certes, nous nous réjouissons de voir la Commune reconnue anarchiste, mais quant au désir de retourner aux métiers à main, voire !

*

Le proudhonisme de Robert Aron et Alexandre Marc est mitigé, comme pour tant d'autres ; la pensée de Proudhon est si vaste qu'on y peut toujours prendre quelque chose qui ne vous gêne pas. Nous avons bien eu des proudhoniens d'Action Française !

Pour nous, Proudhon est un tout, même si nous n'en faisons pas une idole, même si nous repoussons certaines de ses affirmations. Mais, en tout cas, tout le fédéralisme est dans Proudhon. Tandis que MM. Aron et Marc le flanquent d'un théoricien : Dandieu, que nous avouons ignorer et qui aurait mis le fédéralisme de Proudhon au niveau du monde actuel et de ses techniques. Aron et Marc n'ont pas réussi à nous convaincre de l'insuffisance de Proudhon en ce domaine et de la valeur de l'apport de Dandieu.

Ce qui est plus grave, c'est la méconnaissance (?) de l'anarchisme dont font preuve Robert Aron et Alexandre Marc.

Je me souviens pourtant avoir entendu de cette réflexion d'Alexandre Marc : « Je les connais bien, les Anarchistes. » Il se révèle que si Aron et Marc ont connu des anarchistes (lesquels ?) ils s'obstinent à ignorer l'anarchisme, les œuvres de Guillaume, les résolutions des Congrès de la Jurassienne ou de la

Section espagnole de la Première Internationale, les réalisations de la Makhnovitcha ou de l'Espagne de 1936-1938, nos œuvres les plus solides comme nos plus simples brochures.

Pour eux (et nous en rougissons pour eux), l'anarchisme estime que les organismes de bases, communes, syndicats, etc., en se multipliant indépendamment les uns des autres et indépendamment des centres (p. 98) assurent la liberté. Quant à la fédération de ces organismes, il n'en est pas fait mention. Au contraire, on s'ingénie à déformer l'anarchisme par des phrases de ce genre : « L'anarchisme procède ainsi d'une double simplification et d'un

blèmes mondiaux, ce qui nous est proposé, page 131 (à savoir : non pas un super-Etat, mais une mise en commun des fonctions d'Etat, un transfert limité de souveraineté à des organismes fédéraux), n'a rien de particulièrement original ni de fédéraliste.

A moins que le fédéralisme soit le système suisse ou U.S.A. c'est-à-dire un pseudo-fédéralisme pouvant, comme l'étatisme forcé, couvrir toutes les entreprises de domination et d'exploitation.

Comment alors, MM. Aron et Marc peuvent-ils après avoir reproché à maints politiciens d'être venus au fédéralisme par occasion ou arrivisme, s'in-

limé : la propriété des moyens de production. Dérision !

A la lecture de tels passages, le révolutionnaire averti en vient à se demander si les auteurs ne procèdent pas simplement par omission ? En « oubliant » la collectivisation libertaire, la révolution sociale, ils laissent supposer, à propos de structure qu'il n'y a que deux solutions : l'Etat illimité et leur Etat teinté de fédéralisme. De surcroît, ils omettent de parler du fédéralisme anarchiste qui prévoit des organismes coordinateurs (contraux si l'on veut) sans caractère étatique.

Il serait bien surprenant que des hommes comme Aron et Marc en soient encore au dilemme simpliste : ou Etat, ou désordre et il nous est difficile de leur accorder le bénéfice de l'ignorance.

Nous avions déjà, en juillet 1947, dans le *Libertaire*, et peut-être un peu violemment, reproché des faits de ce genre à Robert Aron.

Mais nous attendions autre chose d'Alexandre Marc.

Nous parlions alors (en juillet 1947) de pseudo-fédéralisme. C'était peut-être excessif. Contentons-nous d'observer qu'entre le fédéralisme intégral, le fédéralisme authentique que nous préconisons et le similit-fédéralisme des Dautry et Churchill, il existe une sorte de troisième force du fédéralisme représentée par MM. Aron et Marc et que, faute d'autre terme, nous appellerons *fédéralisme réformiste*.

Est-il possible que nous ayons, pratiquement, dans le combat de chaque jour, des objectifs communs ? Oui, s'il s'agit de combattre la toute-puissance de l'Etat, les fausses nationalisations, les pacifismes bourgeois, les totalitarismes de toutes couleurs. C'est donc sur des positions anti que nous pouvons œuvrer en commun.

Mais sur des positions *pro*, pour la construction de la civilisation libertaire, du véritable socialisme, nous ne pouvons pas nous entendre. C'est à notre avis, restent les défenseurs obstinés d'un confusionnisme dangereux, parce que trop attachés encore à des notions de propriété et de pouvoir exécutif centralisé.

Cet attachement ne serait-il pas la raison d'une délimitation à tout prix vis-à-vis de l'anarchisme ?

Edition : LE PORTULAN.

LA RÉACTION en Argentine

par PARANE

L'OBRA, organe libertaire de Buenos-Aires, publie « La réaction en Argentine », ouvrage qui nous fait connaître, jour plus ouvertement, contre les organisations ouvrières qui ne se soumettent pas aux directives de l'Etat, le mouvement officiel, le mouvement clandestin, les actions et les réactions. Elle se déchaîne même contre celles créées ou inspirées par elle, et qui eurent un instant que leurs aspirations et leurs droits seraient pris en considération, en dehors des intérêts électoraux ou de classe des gouvernants. Les récentes grèves des boulangers et des ouvriers du livre, groupés dans le mouvement officiel, ont été déclarées illégales, les locaux et les Bourses de Travail ont été fermés en ce qui concerne les boulangers. Ce sont là de clairs exemples de ce qu'on peut attendre, aujourd'hui, comme toujours, des organisations officielles.

La Fédération Ouvrière des Constructeurs Navals, entité syndicale autonome, a été l'objet récent de la réaction. Elle se trouve dans l'impossibilité, en raison des mesures policières, d'organiser des manifestations publiques, lesquelles sont cependant l'expression du fonctionnement normal de l'organisation pour les tâches qui lui sont propres : assemblées, congrès, etc.

La réunion de solidarité envers les camarades de l'Uruguay, « pour la liberté des compagnons de la construction navale emprisonnés à Montevideo », qui devait se tenir le 22 mars dernier, a été interdite. Une autre réunion, organisée par la section de La Plata, pour le 19 mars, dans le même but, a également été interdite. Le Congrès ordinaire, qui devait avoir lieu les 22, 24, 25 et 26 mars, n'a pas été autorisé. Il n'est plus permis de respirer.

La réaction s'amplifie et tend à étrangler toutes les activités corporatives, de groupements ou d'associations qui ne sont pas agréées par les officiels : assemblées, presse, soirées, conférences, tout ce qui constitue l'expression la plus importante de la vie populaire, est saboté ou interdit sous de quelconques prétextes.

Il ne suffit plus de déclarer les grèves illégales, car les travailleurs de nombreuses corporations — y compris ceux des syndicats d'Etat — ne se soumettent pas et reprennent le seul chemin valable et digne, affrontant la lutte de la rue et l'action directe, redeven-

nant les seuls forgerons de leurs conquêtes et non plus les fonctionnaires d'un Etat.

Devant semblable attitude, on a recours à la dissolution des syndicats rebelles, au sabotage avoué, précurseur de mesures plus sévères encore, aux quelles ils ne se soumettent jamais, à l'exemple de la Fédération des Ouvriers en Construtions Navales.

L'époque des promesses en vue du succès électoral est passée. Après avoir conquis le pouvoir, il s'agit de le consolider en obtenant de gré ou de force la soumission du peuple, en châtiant les consciences, en les modelant à son image ou en imposant la puissance insolente et brutale des armes.

Toute grève est déclarée illégale. L'Etat, impuissant à juguler l'inflation, réalise la « congélation des salaires », mais se montre incapable de réaliser celle des prix, et alors qu'il déclare que les ouvriers vivent dans le meilleur des mondes, il donne l'exemple de l'agio par l'augmentation exorbitante de ses revenus : chemins de fer, téléphones, postes, frappe d'impôt les ventes et les achats, de telle façon que l'on peut dire sans crainte d'exagération que sur quatre journées de travail, une journée entière passe aux caisses fiscales.

A l'action enveloppante et étouffante de l'Etat, il est nécessaire de répondre par la résistance active de tous les hommes désireux de l'être. Telle est la position de l'anarchisme sous tous les climats et à toutes les époques.

PRÉSENCE ANARCHISTE

Du 27 juin au 3 juillet aura lieu à Paris le 2^e Congrès International des Critiques d'Art. Si personne ne sera étonné de la présence du très comminatif Cassou à la tête de la délégation française, il est moins usuel de rencontrer un anarchiste à la tête de la délégation. Notre ami Herbert Read, esthéticien mondialement réputé, auteur de nombreuses brochures telles que *Philosophie de l'Anarchisme*, *Poésie et Anarchisme*, etc., etc., est président de la délégation anglaise. Le Congrès a été également notifié à notre camarade Devançon.

Y aura-t-il une confrontation idéologique ? Les faits nous l'apprendront.

Le Père de l'Anarchisme :

William GODWIN

par Louis LOUVET

C'EST William Godwin qui le premier, parmi les philosophes et sociologues, condamna formellement l'Etat comme étant une tyrannie et doit être ainsi considéré comme le véritable père de l'anarchisme, titre dévolu quelquefois à Pierre Kropotkine et plus souvent à Proudhon (1).

William Godwin est né à Wisbeach dans le comté de Cambridge en 1756. Il est le fils d'un pasteur non-conformiste et il fait ses études dans un collège dissident à Hoxton. On peut en conclure qu'il est, dès son début dans la vie, prédestiné aux théories subversives. Pour tant il subit quatre années de vie ecclésiastique, y renonce en 1782 et l'existence en province devenant intenable il se rend à Londres où il va essayer de vivre de sa plume ayant répudié toute attache religieuse. L'année même de son arrivée dans la capitale il publie un essai : *Esquisses historiques de six sermons qui est un examen objectif des doctrines soutenues alors par l'Eglise et dont les conclusions soulignent le doute qui habite Godwin*. Le silence le plus complet accueille cette première œuvre. Cet échec ne décourage cependant point l'auteur qui se répand dans les clubs littéraires et se lie avec les écrivains alors en renom.

Loin d'être abattu par l'hostilité de ses contemporains, William Godwin s'intéresse de plus en plus à la sociologie — les Encyclopédistes étaient alors fort à la mode en Angleterre — et se prend à étudier l'organisation des sociétés. Il « décore » sans ménagements les diverses formes de gouvernement. La Révolution française, qui éclate avec un bruit de tonnerre, trouble profondément le penseur et stimule l'écrivain qui publie en 1793 son livre capital : *An enquiry concerning political justice and its influence on general virtue and happiness* (Recherches sur la justice en politique et sur son influence sur la vertu et le bonheur de tous).

Cet ouvrage, William Godwin l'explique lui-même, n'a pas été écrit d'une traite. Au fur et à mesure que les chapitres se faisaient de sa plume le sociologue les faisait imprimer. Il en est résulté dans les deux tomes de l'édition originale une certaine désunion, des contradictions même, qui sont justifiées par l'atmosphère mouvementée de l'époque et la maturité peu à peu affirmée des idées de l'auteur.

Il envisage l'anarchisme comme un moindre mal influencé, lui aussi, par le sens péjoratif du terme. L'anarchisme, écrit-il, est un mal terrible, le despotisme en est un pire. L'anarchisme a tué des millions et des millions et par cela même n'a fait que perpétuer l'ignorance, le vice, la misère. L'anarchisme est un mal éphémère, le despotisme est presque immortel. Evidemment c'est une épreuve terrible pour un peuple que de laisser libre carrière à toutes ses passions jusqu'à ce que la vue des conséquences donne des forces nouvelles à la raison, mais ce remède est d'autant plus efficace qu'il est plus terrible. Le choix qu'il fait entre l'anarchisme et le despotisme sans en dissimuler les excès probables, cette conclusion que d'un chaos passager, nécessairement brutal et sanglant, naîtra une société où la raison acquerra des « forces nouvelles » ne trompe pas. Dans un royaume directement menacé par les idées révolutionnaires nées de la déclaration des droits de l'homme certaines précautions d'ordre littéraire étaient indispensables.

Recherches sur la justice en politique ont un retentissement considérable et son succès déchaîne les attaques virulentes menées contre les classes privilégiées.

Celles-ci réagirent non moins vigoureusement déléguant ses écrivains aux gages à seule fin de faire passer William Godwin pour fou tout en le couvrant de ridicule. Les coups portés à l'orthodoxie avaient néanmoins atteint leur but. La notoriété du sociologue s'accrut du fait des calomnies dont il fut l'objet.

En 1799, à la suite d'un mémoire paru dans le *Morning Chronicle* en faveur des fondateurs de la Société Constitutionnelle, il obtint l'acquiescement de Horne Tooks et de ses amis. Fort de ce succès il s'attaque à la législation criminelle anglaise et aux institutions civiles par la publication des *Aventures de Caleb Williams* où il poursuit ses critiques précédentes sur la société. La traduction en plusieurs langues et les nombreuses contrefaçons de cette œuvre témoignent de l'intérêt que le public y porta.

Non-conformiste en politique William Godwin l'était aussi en matière sexuelle. Il avait sur le mariage des idées qui scandalisaient la société anglaise. C'est ainsi qu'il vécut six mois maritalement avec Mary Wolstonecraft, ce qui n'était vraiment pas commun à l'époque, avant de l'épouser.

Mary Godwin est au même titre que William une personnalité forte ; une sorte de George Sand anglaise précédant d'une bonne génération Aurora Dupin. Née à Berverley (comté d'York) en 1767 elle est fille de fermiers pauvres qui abandonnent la terre ingrate pour faire du commerce dans la banlieue de Londres. Maltraitée par son père, homme dur et aigri, elle fuit la maison familiale et se place comme demoiselle de compagnie. Puis avec ses sœurs elle fonde une école qui applique des méthodes nouvelles. C'est alors qu'elle publie son premier livre : *Pensées sur l'éducation des filles* (1787) qui lui assure la notoriété et l'aisance. En 1792, elle rencontre le peintre Fuselli. Leur liaison restera platonique, ce dernier, marié, ayant des mœurs austères. Pour fuir une situation insupportable Marie s'exile en France où les événements révolutionnaires l'attirent. Elle y connaît Mme Roland et la plupart des Girondins. Séduite par un Américain qui l'abandonne elle revient avec sa fille en Angleterre où par deux fois elle tente de se suicider.

Elle revint Godwin, qu'elle avait perdu de vue, et l'épouse en 1796. Ils ont un enfant l'année suivante, qui provoque la mort de la mère, celle-ci n'ayant pas voulu, par pudeur, recevoir les soins d'un chirurgien.

Inconséquence de théoricien William, adversaire du mariage, contracte une seconde union légale quelques mois après. Son livre *Recherches sur la justice politique* lui avait, on le sait, attiré maintes critiques, mais voici que parait un adversaire beaucoup plus sérieux que les intrigants de cour. Th. Mathus en réponse publie son *Essai sur la population* (1798) où il développe les doctrines qu'il a rendues célèbres. William Godwin y répondra par un nouveau livre : *Recherches sur la population et sur la facilité d'accroissement de l'espèce humaine* contenant la réfutation des doctrines de Mathus sur cette matière (1820). Il n'est pas possible dans le cadre de cet article d'en donner une analyse, pas plus que des idées émises par Godwin mais ce n'est que partie remise.

Retiré dans sa librairie, où il fait de mauvaises affaires, William Godwin meurt oublié en 1836 après avoir accepté un modeste emploi, trois ans auparavant, dans une administration publique.

(1) Cet article est extrait du 3^e fascicule de *l'Histoire du Mouvement anarchiste* intitulé : *Les Pionniers de l'anarchisme* qui paraîtra en août.

LIRE ET S'INSTRUIRE

Cette semaine vous pourrez lire...

	Franco
F. A. : Les Anarchistes et le problème social	25 fr.
P. KROPOTKINE : L'Anarchie, son idéal, sa philosophie	40 »
F. ROTHEN : La politique et les politiciens	40 »
VOLINE : La Révolution Inconnue	420 »
BAKOUNINE : La Révolution sociale et la Dictature militaire	240 »
F. PELLOUTIER : Histoire des Bourses du Travail	225 »
P. BESNARD : Le Monde nouveau	170 »
P. J. PROUDHON : La Révolution Sociale	570 »
E. BERTH : Du capital aux réflexions sur la violence	245 »
A. ROSSI : Physiologie du Parti Communiste français	350 »
E. KOGAN : L'Enfer organisé	370 »
LISSAGARAY : Histoire de la Commune	470 »
GALTIER-BOISSIERE : Mon journal pendant l'occupation	170 »
Mon journal pendant la libération	140 »
Mon journal dans la drôle de Paix	170 »
J. MARESTAN : L'Education sexuelle	280 »
Paul PRIST : Perdus dans le désert	210 »
A. PATORNI : La Débâcle de l'Elite	180 »
Jeanne HUMBERT : Sébastien Faure	210 »
Sol FERRER : Francisco Ferrer	290 »
R. ASSO : Chansons sans musique	180 »
BUCHNER : Force et matière	255 »
Richard WAGNER : La Tétralogie	295 »
S. FAURE : Les douze preuves de l'inexistence de Dieu	20 »
Jean JAURES : L'Eglise et la laïcité	40 »
ETUDES ANARCHISTES No 3	50 »
LA REVOLUTION PROLETARIENNE No 26	55 »

DEMANDEZ-NOUS NOTRE CATALOGUE LIBRAIRIE (Envoi gratuit)

Prière d'ajouter 40 fr. si vous désirez que votre envoi soit recommandé. Nous ne répondons pas des pertes postales, si le colis n'est pas recommandé. Tous les envois de fonds doivent parvenir à JOULIN Robert, 145 quai de Valmy, Paris-X^e, C.O.P. 5561-76.

Etudes Anarchistes

No 3 EST PARU

SOMMAIRE

Possibilités et faiblesses de l'anarchisme.

Holley Cantine.

Le vieillissement du syndicalisme.

Joyeux.

Planisme ou Spontanéité.

Fontaine.

De l'Existence à la Révolution.

René Michel.

La leçon d'Azerbaïdjan.

X. X.

Le numéro 40 fr.

Abonnement pour 10 n°s 350 fr.

Abonnement pour 5 n°s 175 fr.

Nous avons eu quelques difficultés auprès des P.T.T. pour l'obtention du tarif « périodique » et la livraison du n° 3 souffrira de quelque retard. Nous nous en excusons vivement auprès de nos lecteurs.

Le n° 4 paraîtra dès les premiers jours de juillet.

L'aigle disait au ver sur un arbre attrapé :

— Pour t'élever si haut,

qu'as-tu fait ?

— J'ai rampé.

LABOUISSIE (1809)

Et nous avouons que pour les pro-

Peut-on sauver le Syndicalisme ?

PIERRE MONATTE, commentant pour la « Révolution prolétarienne » les interventions des syndicalistes qu'il avait conviés à un débat sur l'unité, se tourne vers ceux qui pensent que le syndicalisme n'a plus un instant à perdre, qu'il doit ou s'adapter aux circonstances actuelles, ou disparaître en tant que force de transformation révolutionnaire, et il s'écrit : « Cela me paraît juste dans l'ensemble, mais comment y remédier ? ». D'autres posent la question : « Si le syndicalisme vieillissant est réellement dépassé, par quoi le remplacer ? ».

Les inquiétudes réelles du mouvement syndical actuel ne manquent pas de le pousser, comme elles ont poussé avant lui toutes les autres institutions ouvrières ou non, à essayer de résoudre le problème en lui-même, c'est-à-dire à essayer de se transformer, de s'adapter aux circonstances nouvelles.

Il n'en est pas moins intéressant d'étudier quelques-unes des solutions qui sont actuellement proposées.

Il est certain que si l'on ne trouve pas à travers ces suggestions le

par Maurice JOYEUX

remède susceptible de sauver un organisme bien attaqué, on pourra voir se dessiner autour de ces projets les grands traits de « l'organisation de masse et de choc » que les travailleurs, désireux de rompre avec l'immobilité actuelle, consisteront demain.

Sous la plume de PIERRE NION, le « Réveil syndicaliste », bulletin de l'UNION DEPARTEMENTALE de MAINE-ET-LOIRE (F.O.), dont on connaît le rôle à la tête de la minorité de la centrale réformiste, écrit :

« Le syndicalisme ne fait plus recette, veuillez entendre par là qu'il n'attire plus les adhérents. Il a besoin de se revivifier, de se renouveler, de reprendre son élan, et tous les moyens de l'animer doivent être utilisés. »

Et PIERRE NION propose de créer dans chaque syndicat :
1° DES ACTIVITES DE JEUNES : jeux, sports, activités culturelles (théâtre, chorale, musique, visites groupées, cinéma, etc.);
2° DES ACTIVITES D'ADULTES : fonctions d'administrateurs, de coopérateurs sous toutes ses formes (achats d'outillage, de denrées alimentaires, de vêtements de travail, d'animateurs de secteur de jeunes, etc.).

Et il conclut :
« Une telle forme d'activité donnée aux syndicats permet de développer au maximum, comme dans une COMMUNAUTE DE TRAVAIL, le sens des responsabilités chez un nombre toujours accru d'adhérents et de lier plus étroitement les syndiqués à leur organisation. »

Préoccupations à caractère gestionnaire et pas tellement opposées à cette autre proposition, très séduisante, qui m'est suggérée par un correspondant du Gard, touché semble-t-il par les théories de l'abondance.

Voici un extrait d'une lettre remarquable qu'il nous envoie :
« Vois-tu, le groupement des producteurs en syndicats est bien l'expression de l'EGOTISME collectif ; il a atteint son point culminant, limité ARTIFICIELLEMENT par les fédérations d'industries, expression du CORPORATISME D'AUJOURD'HUI, aussi surannée que le fut jadis le syndicat de métier. »

« Car si le syndicat d'industrie fut un progrès sur le syndicat de métier, comme le syndicat de métier par localité fut aussi un progrès sur le syndicat de métier par entreprise, pourquoi ne pas pousser le raisonnement jusqu'au bout et ne pas admettre que le SYNDICAT LOCAL OUVERT A TOUS LES TRAVAILLEURS DE TOUTES LES INDUSTRIES ET SERVICES serait aussi un progrès sur le syndicat d'industrie ? Car l'intérêt de tout travailleur est un EGAL droit à la vie, les intérêts divergents ont été créés pour les besoins d'une cause qui fut, le suppose, la prise en charge des entreprises par des syndicats d'industries au PROFIT (avoué) de la collectivité, mais en réalité au profit des CORPORANTS, ce qu'expriment bien les formules : « la mine aux mineurs », « la terre aux paysans », « le chemin de fer aux cheminots », etc... Plus de patrons, partageons-nous les bénéfices... mais conservons le régime des prix, du commerce, des échanges, etc., au profit de la corporation. »

« Le syndicat local unique permettrait l'UNIFICATION DES SALAIRES et serait un garant de solidarité ; de plus, il permettrait de constituer un syndicat dans toutes les localités. Par exemple, une petite localité qui comprend 2 instituteurs, 3 postiers, 1 cantonnier, 8 ébénistes, 4 forgerons, 12 métalliers, 13 maçons, 7 agriculteurs, 5 employés, 4 bûcherons, 1 préparateur en pharmacie, 4 commis de magasins, 6 chauffeurs, pourrait constituer un syndicat unique de 70 membres, alors qu'aucune corporation ne réunirait assez de membres et surtout assez de capacité pour créer chacune un syndicat particulier. »

« Et si, à côté de ce syndicat, nous créons un syndicat unique des consommateurs et usagers de tous services, nous aurons automatiquement ces 70 producteurs plus les non-salariés de la localité et ainsi le SYNDICALISME AURA ENCORE UN ROLE A JOUER. »

Nous dirons ce qu'il faut penser de toutes ces suggestions, ainsi que de celles qui peuvent encore nous parvenir, dans un prochain article. Mais il reste constant que la crise du syndicalisme est ouverte, des préoccupations aussi diverses le prouvant surabondamment. Il restera à l'honneur de notre « Libéraire » d'avoir été le premier à rompre avec les « puériles réitations des litanies aux mânes des grands-prêtres de la religion syndicale » pour placer ses lecteurs devant la réalité.

DANS un précédent article paru dans le « Libéraire », nous avions signalé l'importance des nouvelles méthodes de construction, facteur de baisse de la bâtisse, pour ceux qui veulent construire d'une part, et ceux qui doivent subir un prix de loyer n'étant pas en rapport avec le salaire actuel d'autre part.

Des camarades m'ont demandé d'apporter, dans un nouvel article, plus de détails sur la situation du logement et des possibilités d'avenir.

Je disais, dans mon précédent article, qu'il fallait abandonner les vieilles conceptions de construction et aborder, franchement, une technique nouvelle.

Pour réaliser cette révolution technique dans l'art de construire, il faudrait que les gens du bâtiment s'intéressent davantage à leurs responsabilités ; leurs rôles ne devraient pas se borner à des questions de secours mutuels et à des réalisations de bénéfices anormaux, toujours faits sur le dos des consommateurs et presque toujours au détriment de la qualité et du confort.

Les entreprises bénéficient de cette inconscience et le résultat reste le même pour les travailleurs.

Je m'excuse de citer des chiffres, mais il faut illustrer cette étude par des exemples incontestables.

NOS BESOINS

Nous disposons d'environ 13 millions de logements : 8 urbains et 5 ruraux. 20 % des immeubles urbains ont plus de 100 ans, on compte 500.000 taudis et 1 million qui le seront dans peu de temps. A la campagne, la moyenne d'âge est de 120 ans.

560.000 logements ont été détruits par la guerre et 540.000 endommagés. Pour remédier à cette situation, compte tenu des besoins de la population, il nous faudrait construire 5 millions de logements.

Dans le Bâtiment

NOS MOYENS

Le Bâtiment comprend environ 215.000 entreprises pour un effectif total de 680.000 ouvriers. Les gens du bâtiment sont, en outre, relativement âgés, 150 Français sur 1.000 ont plus de 60 ans. Déficit très important de spécialités : les maçons, cimentiers, coffreurs, charpentiers et tailleurs de pierre ; si demain, nous devions entreprendre un programme de 240.000 logements par an, pendant 10 ans, nous manquerions de quelque 600.000 ouvriers qualifiés.

MATERIEL DE CHANTIER

Un gros effort d'équipement est à faire, trop d'entreprises travaillant encore avec des moyens de fortune, un matériel vétuste et qui provoque, très souvent, des accidents graves.

Les Comités d'Entreprises auraient, dans ce domaine, un effort à entreprendre et, au lieu d'ouvrir des caisses de super secours aux accidents, il serait préférable d'imposer aux entreprises un renouvellement constant du matériel de construction.

LES MATERIAUX

DE CONSTRUCTION

La production actuelle a dépassé le niveau d'avant guerre.

Les fonds d'acier à béton, le coefficient est de 1,3 par rapport à 1938 et 1,75 par rapport à 1939. Pour les lattes, ciment, chaux et plâtre, le coefficient est de l'ordre de 1,6 pour 1938.

Pour certains matériaux, tels que le zinc et le cuivre, la production est au-dessous ; les moellons et la pierre de taille, l'extraction est également au-dessous de 1938. Il en est de même pour les maté-

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

Le Congrès de la C.F.T.C. et l'Unité d'Action

LES « activistes » de la C.F.T.C. se prétendent libérés de l'influence catholique, donc des « grands principes » contenus dans l'encyclique papale *Rerum novarum*, charte du « syndicalisme » chrétien. Ils se disent laïcs. Au Congrès de 1948, ils n'avaient obtenu que 35 % des voix, à celui du 6 juin dernier ils l'ont emporté par 55 % des votants et leur rapport moral et d'action a été voté à l'unanimité.

Ils « constatent que l'accroissement de la production n'a pas apporté, contrairement aux promesses solennelles, l'amélioration du standard de vie des salariés qui aurait été possible » et poussent « pour que cela change » à la création de « cartels entre organisations syndicales de diverses tendances sur le plan professionnel et sous la responsabilité des fédérations ». D'où unité d'action avec la C.G.T. Kominform.

En ce sens, le Congrès du 6 juin ne faisait qu'entériner un état de fait, 14 fédérations C.F.T.C. dont les plus marquantes, ayant conclu avant les assises des accords avec la Confédération de la rue La Fayette. Qu'espèrent les « Chrétiens » ? Remédier à la fuite des effectifs qui les touche tout comme les autres centrales ? Récupérer les 500.000 « croyants » encore adhérents à la C.G.T. ? Peut-être les deux, avec, en plus, la reconnaissance de la volonté d'unité d'action qui anime présentement une grosse fraction de la classe ouvrière, parce qu'elle sent, cette classe ouvrière, comme l'a dit très justement le bonze Bouladoix « qu'on ne peut se battre en ordre dispersé contre un patronat uni ».

L'opération est-elle rentable pour la C.F.T.C. ? Et d'une façon générale, y a-t-il possibilité d'unité d'action avec les fonctionnaires de la C.G.T. ? Nous répondons de suite Non aux deux questions, car on ne lutte pas contre le Stalinsisme en s'alliant avec lui. A ce petit jeu de concubinage entre fédérations, les dirigeants C.F.T.C. seront obligés à un moment donné, soit de provoquer la

rupture de l'unité d'action décrétée, soit de se cryptostaliniser. Disons de suite que le sort des dirigeants « chrétiens », qu'ils deviennent des généraux sans

par J. BOUCHER

troupe ou des sous-Le Leap, ne nous tracasse aucunement. Par contre, ceux qui les suivent nous intéressent. D'abord parce qu'ils sont des nôtres, exploités et dupés comme nous. Ensuite parce qu'ils vont servir de masses de manœuvre

POLOGNE

Le général Zawadzky, vice-premier ministre et membre du Politburo polonais, s'est démis de ses fonctions ministérielles et a pris la direction de la C. G. T. polonaise.

pour généraux subtils et intéressés. Ils vont se trouver en présence de cadres cégétistes armés de la dialectique bien connue et de consignes précises qui les engluieront et les feront graviter bon gré mal gré dans l'orbite communiste. Tout comme les Chrétiens progressistes, gen-

re Martin-Chauffier, et les socialistes unitaires, genre Guignebert, en politique.

Chacun des protagonistes croit donc pouvoir « posséder » son co-équipier momentanément. Jésuites et nationaux-communistes, sous des attitudes papalardes, vont se livrer un duel, courtis et sournois. Avec comme conséquences, une fois de plus, des cabrioles, des reniements et une aggravation du sort des cochons de cotisants. Car ce ne sont pas les exploités des partis syndicaux qui paient les frais de la casse, mais bien le malheureux militant qui rien ne semble devoir rebuter.

Par suite de ces décisions de Congrès, le Cartel interconfédéral (C.G.T. F.O. — C.F.T.C. — Cadres) est rompu. La F.O. se retrouve seule et commence même à voir ses maigres troupes se diriger soit vers le Cartel national d'Unité d'action syndicaliste, soit vers le nouveau pôle d'attraction constitué par le tandem C.G.T.-C.F.T.C.

Sonnant le rassemblement des bonnes volontés, nous disons qu'il ne peut y avoir unité d'action profitable que si les travailleurs se mettent d'accord sur un programme minimum de revendications.

Or ce programme existe. C'est celui du Cartel national d'unité d'action syndicaliste. Qu'enfin rien d'utile ne sera accompli si cette classe ouvrière tant pressurée se refuse à chasser ceux qui, depuis des décades, l'exploitent tout en prétendant la défendre.

LA GRÈVE des fonctionnaires

Cette grève de 24 heures, dite d'avertissement pour cause « d'ajournement systématique du reclassement » de la fonction publique.

Toutes les centrales se sont déclarées en faveur de cette grève.

Mais que représente cette grève ? S'agit-il de montrer à l'Etat-Patron que toute combativité n'est pas éteinte, qu'on sait encore « protester » ? Alors la grève de 24 heures se justifie.

S'agit-il de faire pression sur le gouvernement ? Alors la grève de 24 heures est une plaisanterie. Le gouvernement considère que les frais d'une grève ne sont rien à côté des sommes qu'il devrait débours pour remplir ses engagements (reclassement).

S'agit-il d'une « grève d'avertissement » c'est-à-dire annonciatrice d'actions plus importantes au cas où le gouvernement ne céderait pas (ce qui est certain, d'ailleurs) ? Alors, cela ne peut être que pour quelques corporations qui ont encore quelque combativité, les P.T.T. par exemple.

Encore faudrait-il que les travailleurs de la fonction publique passent à une forme d'action qui soit une pression réelle sur l'Etat-Patron et qui donne aux travailleurs conscience de leur force et du véritable but à atteindre. Or, cette forme d'action, c'est la « grève gestionnaire ».

Nous venons de voir quelles sont les diverses interprétations et possibilités de cette grève.

La F.A. et le « Lib. » seront attentifs surtout aux développements inattendus qu'elle pourrait avoir dans certaines professions.

Revue de Presse Syndicale

D.G.E.R. ET N.K.V.D.

La Discipline c'est la Victoire ! Ainsi le Rassemblement ouvrier titrait son éditorial.

Le 6 juin 1944, il y a cinq ans, l'armée française et ses alliés débarquent sur le sol de France. A l'intérieur, la résistance prenait les armes. Des régions entières se libèrent elles-mêmes tandis que les réseaux de renseignements et d'action coopéraient avec l'armée libératrice.

Les Français, alors, reconnaissent la discipline du combat. Il y avait un but commun, immédiat, quelles que fussent d'ailleurs les arrières-pensées. Il y avait un commandement. Il y avait la fraternité qui fait de la hiérarchie une chose vivante et humaine.

Sans doute, même alors, il y eut des bagarres. Il y eut des querelles de personnes. Il y eut des gens assez criminels pour rechercher, dans cette immense aventure, leur aventure personnelle. Des actions furent entreprises en dehors du plan général. Chacune de ces divisions, chacune de ces manœuvres à la discipline sacrée du combat coûta des hommes et du temps. De Gaulle ne nous fera pas l'injure de prétendre que si sa vénérable personne n'avait pas rejoint les confortables hôtels de Londres et débatté dans le micro de la B.B.C. il n'y aurait pas eu de « résistance » en France. Le général apparaît comme l'un de ceux qui cherchent « leur aventure personnelle » dans les combats que livreront les Français. Combats qui aboutiront à la libération des politiciens, des patrons et des généraux.

Le R.O. poursuit : Aujourd'hui, comme au 6 juin 1944, c'est d'une immense épopée qu'il s'agit. La force libératrice, dirigée cette fois encore par Charles de Gaulle, c'est le R.P.F. Autour de lui s'agitent les mouchards.

Autour du R.P.F. s'agitent les mouchards. Décidément les gaullistes sont en veine de confidences. Qu'on en juge : Cette fois-ci, heureusement, la manœuvre a fait long feu grâce à la discipline de nos cadres et aux nombreuses sympathies que nous possédons parmi les policiers chargés du travail « spécial ».

Armée, discipline, commandement, hiérarchie, mouchards et compléments policiers autant de formules qui font du R.P.F. un parti fasciste qui ne se différencie en rien du nazisme allemand ou du despotisme stalinien qu'il prétend combattre : simple rivalité de gangsters.

Du Peuple du 11-6-49, à propos du vote pour la présidence du Conseil d'administration de la Caisse centrale de la Sécurité sociale. Ont obtenu : Textier (F.O.) : 20 voix (10 patrons, 4 F.O., 2 familles, 3 mutualistes, 1 délégué du personnel) ; A. Costes (C.G.T.) : 16 voix (16 C.G.T.) ; Soulier (C.F.T.C.) : 9 voix (8 C.F.T.C., 1 mutualiste). Est élu président : Textier.

« La conjonction des forces réactionnaires s'est faite sur le nom de Textier, afin, dès le premier tour, de le placer en tête du scrutin. Au second tour, Textier fut élu président de la Caisse, parce qu'il représente l'homme qui convient au patronat pour la poursuite de ses plans contre la Sécurité sociale. Les travailleurs sauront à qui s'en prendre s'ils éprouvent des difficultés pour le service de leurs prestations. »

L'ex-président était A. Costes, de la C.G.T., secrétaire des Métaux, député communiste. Il avait été élu à l'unanimité des voix patronales et la C.G.T., alors, s'en enorgueillissait. Les temps sont changés. Ce simple rappel pour que les assurés, trouvant que cela ne va pas très bien à la Sécurité sociale, sachent précisément « à qui s'en prendre ».

Le même journal rapporte les débats du III^e Congrès de l'U.F.F. Congrès puissant, magnifique si l'on en croit Jacques

Marion qui y représentait la centrale stalinienne :

Le rapport de Mme Cotton est écouté dans le silence coupé d'acclamations et particulièrement lorsqu'elle aborde et le problème de la paix, elle rappelle les termes du magnifique appel du Congrès mondial de Budapest :

« Si nous, toutes les femmes, qui constituons la moitié de l'humanité, nous nous dressons en une formation compacte contre les instigateurs d'une nouvelle guerre, il n'y aura pas de guerre ! »

Et la volonté exprimée :

« Jamais les mères françaises ne donneront leurs fils pour faire la guerre à l'Union Soviétique ! ».

« L'instant devient si intense que les délégués sont là, debout, émus à un tel point que les rares hommes présents sont obligés à leur tour de laisser libre cours à leur propre émotion ; une Marcellaise de voix féminine monte, lente, ardente, et Aragon vient lire son magnifique poème... »

La présence à ses côtés d'Eugénie Cotton, qui se révèle récemment combattante de la paix, de Jeannette Vermeesch, femme du leader — en apparence — du P.C.F., d'Elisa Triolet, écrivain à gages, du « poète » Aragon, et de toute une caravane d'intellectuels, était une hypothèse trop lourde. Si l'on parla d'exploitation de l'homme par l'homme, de capitalisme, d'Etat et de guerre (unique ment pour flatter les oreilles ou utiliser certaines aspirations des congressistes, s'il s'en trouvait de sincères) on se garda bien de donner une solution à ces mots. Discours prudents, faussément incendiaires, chauvinisme écoeurant, patriotisme crétin, exploitation honteuse des morts, manque de dynamisme ou combativité des femmes, tels furent les traits caractéristiques de ce congrès.

PICARD.

LA CONSTRUCTION DES LOGEMENTS POPULAIRES

par Albert PÉRIER

riaux en terre cuite : briques, tuiles, etc... Par contre, des matériaux nouveaux tels que l'isorel, le contreplaqué, les fibres de verre et les éléments préfabriqués en ciment ont des perspectives d'avenir ; pour ces derniers, il y a lieu de réserver cette perspective, car toute une armée d'ingénieurs et de fabricants inondent le marché de la construction des modèles et des marques qui nous laissent rêveurs, tant au point de vue prix que de la qualité.

NOS METHODES

DE CONSTRUCTION

Ceux qui construisent et les profanes de la spécialité s'indignent souvent contre les compagnons, leur reprochant leur lenteur dans le travail et récriminent contre la durée d'exécution.

Pour illustrer les méthodes de construction actuelles, voici ce qu'écrit, dans un rapport technique d'exécution, toute une pléiade d'ingénieurs, d'architectes et directeurs d'entreprises.

« Nous rappellerons en bref, que nos méthodes de construction n'ont que peu profité des progrès de la technique moderne. Elles conduisent à une consommation trop importante de personnel, de matériaux et à des pertes de temps en « travaux négatifs » de reprises de touches sur les chantiers. Elles nécessitent un personnel spécialisé nombreux. Elles sont placées, sous le signe de l'impérfection et de la peu près. Elles ne peuvent permettre le meilleur rendement. Actuellement, on compte que la construction d'un logement de 3 pièces de-

mande environ le travail d'un peu plus de deux hommes pendant une année, étant donné notre potentiel actuel de main-d'œuvre pour pouvoir réaliser des programmes de l'ordre de 120.000 logements par an, il faudrait que ce chiffre puisse être réduit de moitié.

En fait, nos méthodes actuelles de construction sont surtout adaptées à l'exécution de programme fragmentaire, elles devront subir une profonde révolution pour pouvoir répondre aux programmes des masses de demain. »

Je m'excuse de cette longue citation, mais les auteurs sont des techniciens et responsables, dans une certaine mesure, de l'état des choses actuelles. Il y a cinquante ans que nos techniciens auraient dû prévoir le marasme dans lequel nous nous trouvons. Après la guerre 1914-1918, rien ne fut fait pour améliorer la technique dans la construction ; ces messieurs ont appris à gagner des fortunes dans les scandales du Canal de Panama, des régions libérées, comme le disait à la Chambre des Députés, M. Daniel Vincent, député du Nord.

D'autres éléments viennent entraver l'exécution normale du travail, mauvaise organisation et installation sur les chantiers. On peut considérer qu'un chantier de moyenne importance gaspille, détruit, par le fait d'une mauvaise gestion, 20 % des matériaux et du matériel employés.

LA PASSATION

DES MARCHES

Les marchés passés à l'Entreprise Générale, sont des causes profondes de la

mauvaise exécution du travail. L'Entreprise Générale, à charge de la direction des travaux, de l'ensemble des corps d'état, elle exécute la grosse cavalerie ; terrassement, maçonnerie et passe le reste à des sous-traitants, des tâcherons sans conscience, bons à faire suer le bur-nous compagnons ; ils sont souvent, pour la plupart, sans responsabilité. Nous ne pouvons pas, dans le cadre de cet article, exposer toutes les raisons qui nuisent à l'élan indispensable à une marche normale de la construction et des causes responsables.

Mais avant de terminer, nous aimerions exposer notre point de vue sur le montant des loyers payés en France ; certains font la comparaison des prix de location payés à l'étranger et de ceux payés dans notre pays. En Amérique du Nord, en Suisse, en Angleterre et dans les Pays Nordiques, le montant des loyers atteint de 18 à 25 % du salaire, il est de 2 à 3 % de moyenne en France.

Nous comprenons qu'à ce taux, la construction n'est pas rentable, mais n'oublions pas qu'en matière d'habitat, nous sommes dans un pays le plus conservateur du monde, où la politique du logement n'a jamais touché le cœur des gros propriétaires fonciers.

On évalue le taux du loyer de 10 à 15 % du salaire pour permettre aux propriétaires de réparer les logements insalubres et permettre également de construire.

Pour demander aux ouvriers coincés par le minimum vital de payer un tel taux de loyer, il faudrait que les loyers soient salubres et confortables et spacieux. Je connais des familles qui couchent à 5 dans une seule pièce ; la femme couche avec ses enfants dans le lit et le mari s'allonge à terre ; cet exemple

peut être cité en des centaines de milliers de cas.

Pour construire des logements sains, confortables, il faut compter 400.000 fr. par pièce. Une maison de 6 pièces reviendrait à 2.400.000 francs ; à raison de 4 % de rentabilité, le loyer serait annuellement de 96.000 francs. Pensez-vous que 10 à 15 % du salaire suffiraient ? Il y a bien les allocations logement, mais, mentionnons-nous du miroir aux alouettes...

Le problème reste entier, un seul moyen : il faut que les entreprises s'organisent en rapport avec le progrès, les frais généraux sont trop volumineux, les prétentions bénéficiaires sont trop énormes, les frais d'études et d'exécution de plans sont trop élevés. Il y a vingt ans, un architecte s'occupait de son cabinet avec de grosses affaires ; maintenant, avec des procédés plus modernes et pour trois fois moins de travaux, le même cabinet occupe 3 ou 4 architectes ; il y a trop de superviseurs.

Il faut construire des cités collectives, à plusieurs étages, mais loin des villes, avec leurs jardins, leurs parcs, cela coûte moins cher que la maison individuelle, mais on peut et l'on doit satisfaire le goût de ceux qui préfèrent leurs petites maisons. Contrairement à la Cité dite « Radieuse » de Marseille, bloc lugubre et infernal, logeant 1.500 personnes, véritable bloc conserve, nous estimons que ces blocs devraient servir pour centraliser les administrations d'une ville.

Certains prétendent que la construction d'un bloc de ce genre, laisse des logements moins chers. Erreur ! Les appartements qui seront à louer dans la cité « Radieuse » s'élèvent de 160 à 180.000 francs par an et coûteront pour ceux qui désireront les acheter près de 3 millions de francs. Ce n'est pas avec ce procédé que nous logerons, confortablement et à des prix abordables, les millions d'ouvriers sans logis.

Le Gérant : M. JOYEUX.

Impr. Centr. du Croissant, Paris-19, 2, r. du Croissant.